



**Situation économique et défaillances
d'entreprises :
Bilan au T3 2024 et perspectives**

Conférence de presse
11 octobre 2024



Alain TOURDJMAN

Directeur Études et Prospective
Groupe BPCE



Julien LAUGIER

Economiste
Groupe BPCE

01 **Conjoncture macroéconomique des entreprises**

02 **Bilan des défaillances au T3 2024 : le rattrapage se confirme**

| 01

Conjoncture macroéconomique des entreprises



Un ralentissement marqué de l'activité, et donc des débouchés ...

... mais l'emploi est très résilient

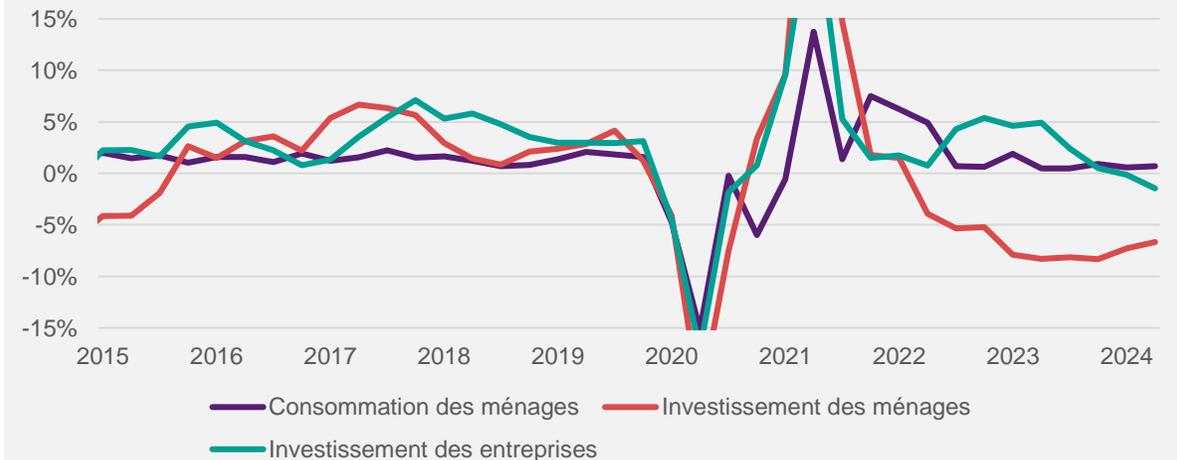
○ Une situation économique en demi-teinte :

- L'activité économique a résisté aux changements violents (pénuries énergétiques, inflation et hausses de taux, guerre en Ukraine ...)
→ croissance proche de son potentiel (+1% au T2) et 131 500 emplois salariés créés en un an, dont 61 000 privés
- MAIS l'activité reste contrainte, notamment par l'inflation et ses conséquences, et par l'héritage de la crise covid

Croissance du PIB
(évolution annuelle, en %)



Evolution de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises
(glissement annuel, en %)



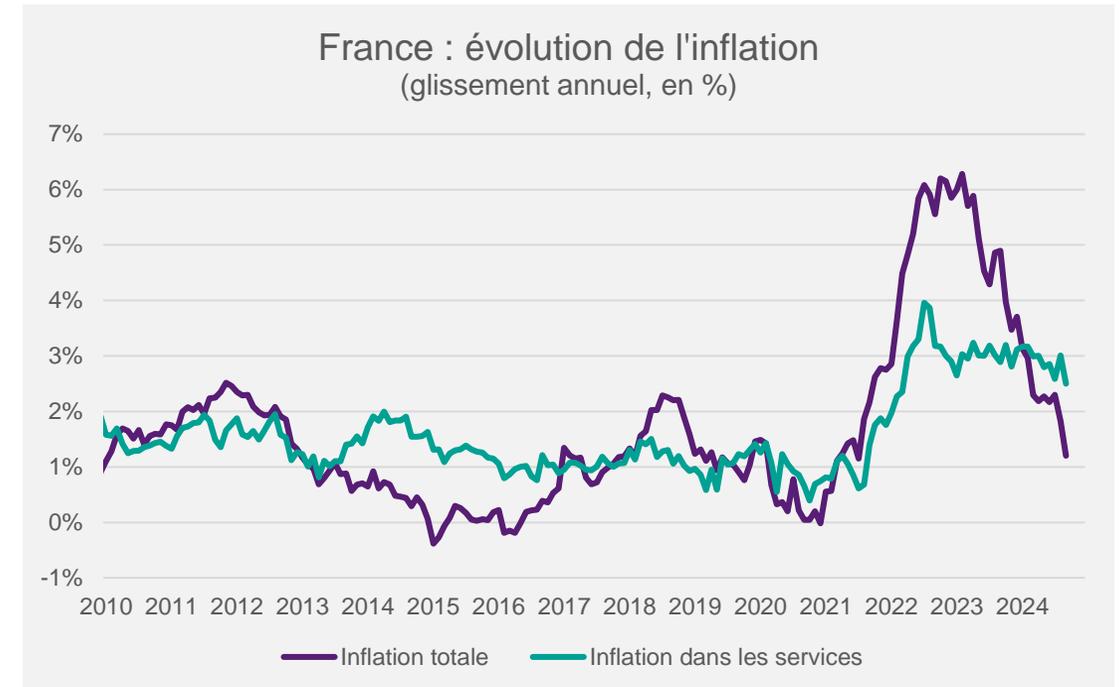
Données : Insee ; calculs : BPCE

Données : Insee ; calculs : BPCE

L'inflation est rapidement revenue sous le seuil de 2% ...

... mais des taux qui restent élevés, malgré le recul des taux directeurs de la BCE

- ⊙ Face à la hausse de l'inflation, la BCE a réhaussé ses taux d'intérêt de 450 bp
- ⊙ Une désinflation est à l'œuvre depuis l'été 2023, aujourd'hui l'inflation est revenue au seuil de 2%
 - 3 baisses des taux directeurs en 2024 : 25 pb en juin et en septembre, et probablement 1 baisse à venir d'ici décembre
 - **Mais** prudence de la BCE car en 2024 l'inflation est servicielle (= salaires), et n'est plus liée à l'énergie et l'alimentaire
 - **Les taux longs pourraient se maintenir aux niveaux actuels, soit 3 % (+/- 20 bp), mais une forte incertitude sur la politique économique (inflation salariale et déficit public)**



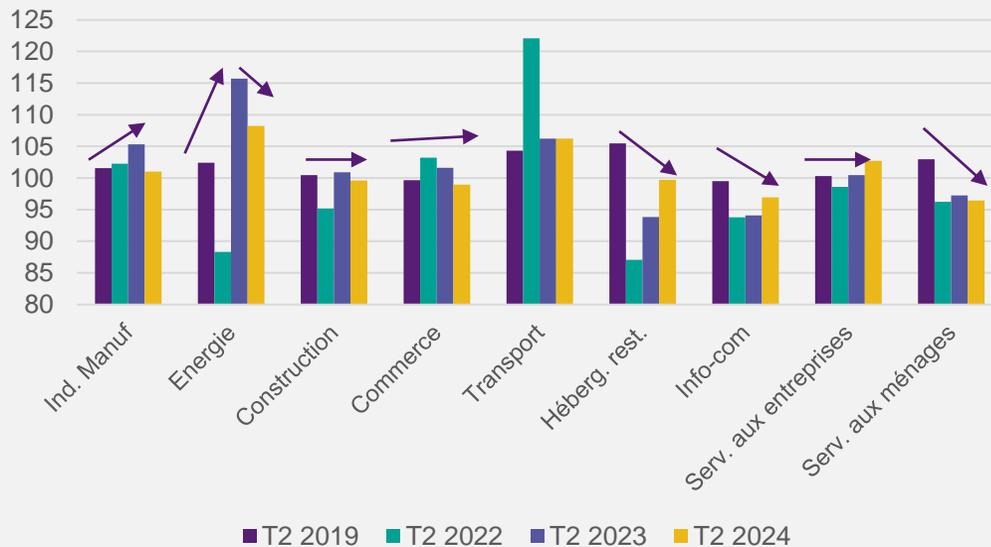
Pas d'effet sur les marges dans l'ensemble ...

... sauf dans les services et pour les plus petites entités qui sont plus impactées

- ⊙ Des marges satisfaisantes au niveau macroéconomique (~31%) mais beaucoup de disparités :
 - selon les **secteurs** : plus forte pression dans les secteurs serviciels (notamment restauration, services aux ménages)
 - selon la **taille des entreprises** : pression forte sur les plus petites entités et moindre sur les plus grandes (taux de marge de **24% pour les PME** selon la BdF)

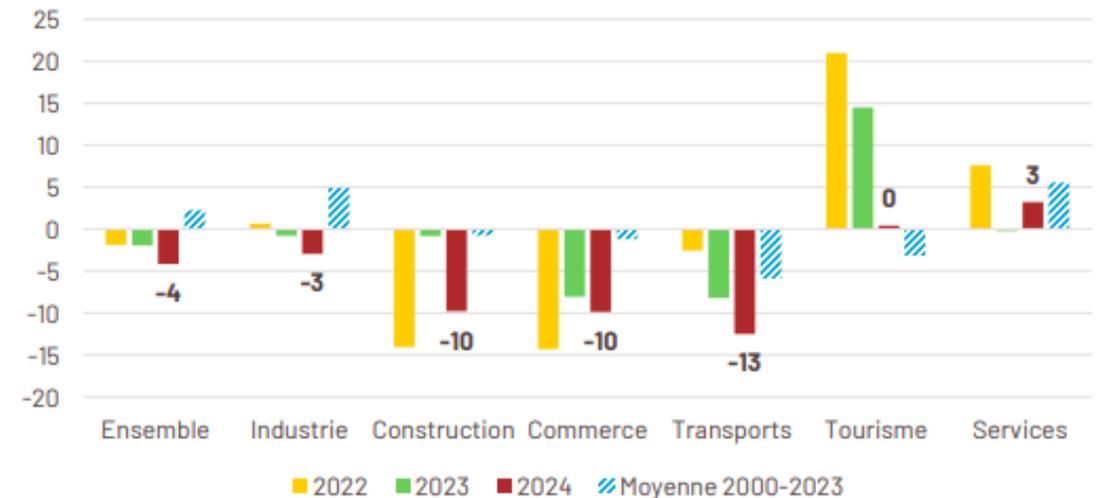
Toutes tailles d'entreprises (Insee)

Evolution du taux de marge des entreprises par secteurs
(base 100 = 2018)



TPE-PME (Enquête BPI-Le Lab)

Évolution de la rentabilité pour l'année en cours
(solde d'opinion en %)

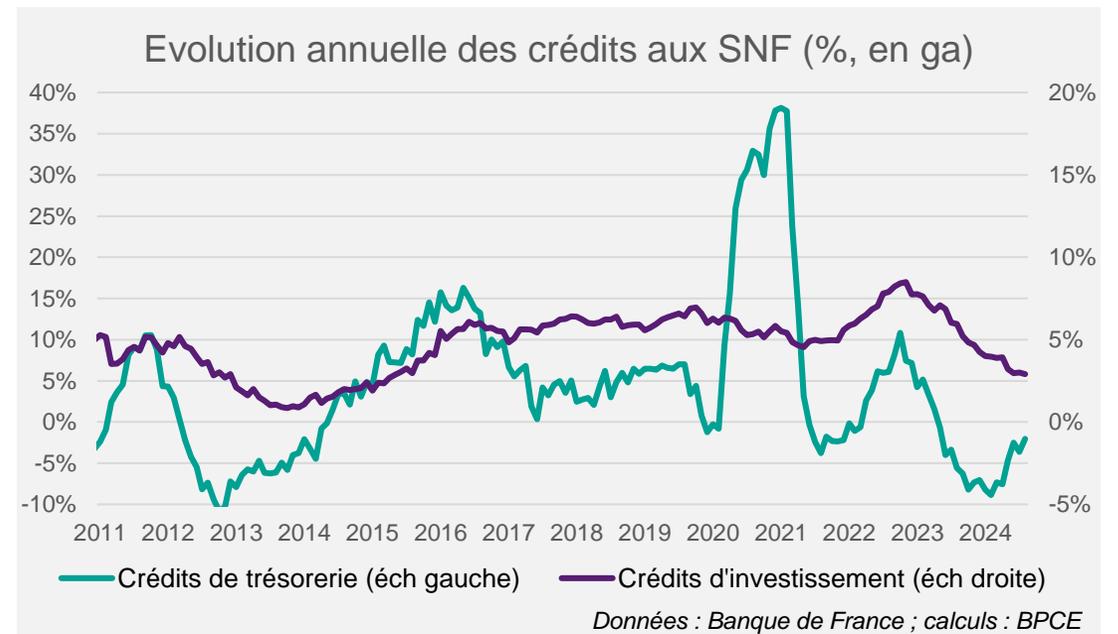
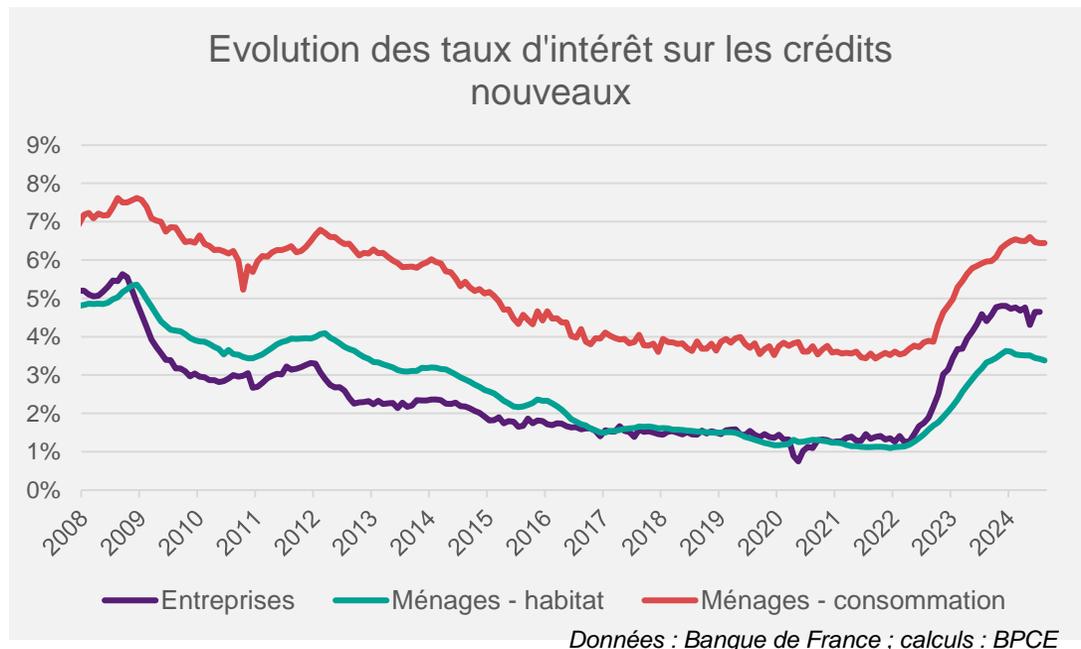


Champ : Total (N = 5136); Source : Bpifrance Le Lab

Cet environnement complexifie l'équation des entreprises

Hausse du coût de financement pour les entreprises et pour les ménages

- Hausse du coût de financement pour les entreprises (entraînant des difficultés de financement) et pour les ménages (entraînant des contraintes pour les achats importants et leur projet immobilier)
- Un ralentissement marqué des crédits à l'investissement et surtout un recul significatif du recours aux crédits de trésorerie (2/3 lié à un effet PGE et 1/3 lié à un « effet propre »)
- Les délais de paiements s'allongent et les retards de paiement sont plus fréquents (Altarès et Coface)

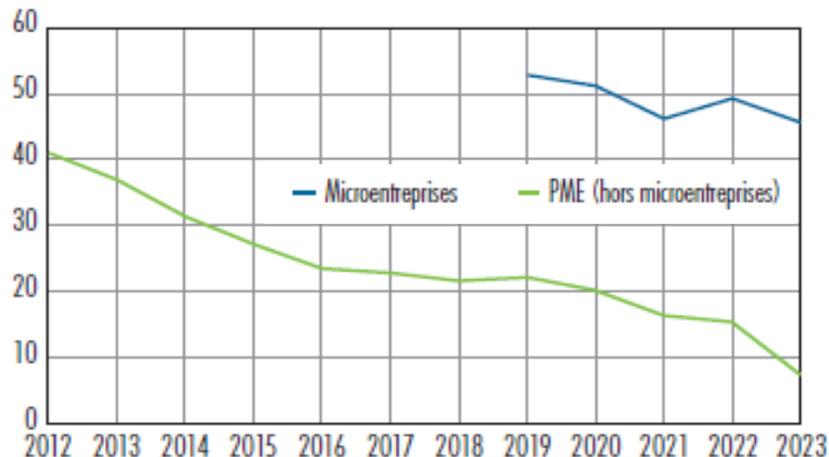


TPE-PME : une conjoncture difficile...

... mais une poursuite de la consolidation financière de long terme

- Les micro-entreprises et les PME ont remboursé 55% à 57% de leurs PGE à fin mars 2024, elles poursuivent leur tendance au désendettement relativement aux capitaux propres, en particulier si l'on tient compte de leur trésorerie (taux d'endettement net < 10% des capitaux propres, ci-dessous)
- Mais la situation conjoncturelle est médiocre, aussi bien en termes d'activité que de trésorerie...

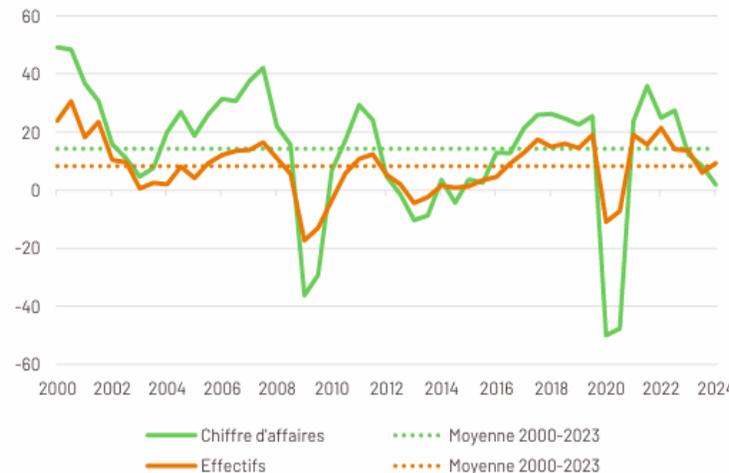
Taux d'endettement net des PME & microentreprises



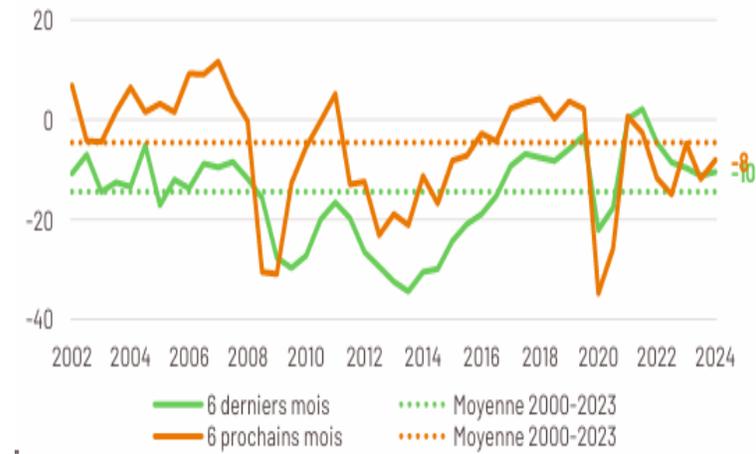
taux d'endettement net = (endettement financier - trésorerie) / capitaux propres.

Source : Banque de France, base FIBEN, juin 2024.

Évolution de l'activité et des effectifs pour l'année en cours (solde d'opinion en %)



Jugement moyen sur la situation de trésorerie passée et future (solde d'opinion en %)



Source : BPI Le Lab, juillet 2024

| 02

Bilan des défaillances au T3 2024 : le rattrapage se confirme



Les défaillances continuent de rebondir au 3^e trimestre 2024 ...

... et atteignent un plus haut niveau depuis au moins 15 ans

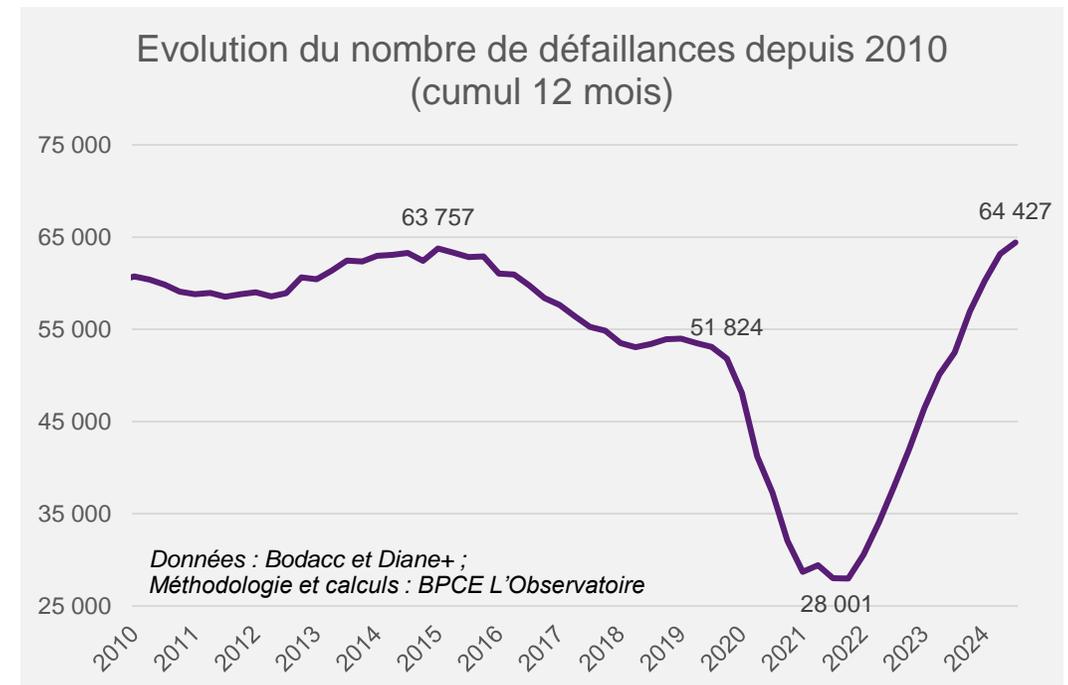
○ Un tournant depuis la fin 2023 :

- Ralentissement économique (sans récession)
- Impact inflationniste sur les marges et l'activité
- Hausse des taux : financement plus difficile
- Remboursement de la dette covid : PGE* (près de 20 Md€ remboursés en 2024) et aussi dette sociale et fiscale
- Reprise des recouvrements Urssaf depuis un an

→ **Le rattrapage des défaillances d'entreprises se poursuit en ordre dispersé**

*4% des TPE-PME déclarent des difficultés à rembourser leur PGE
// 29% l'auraient déjà remboursé d'ici la fin de l'année

64 427 défaillances d'entreprises en France sur les 12 derniers mois (+24% par rapport à 2019)

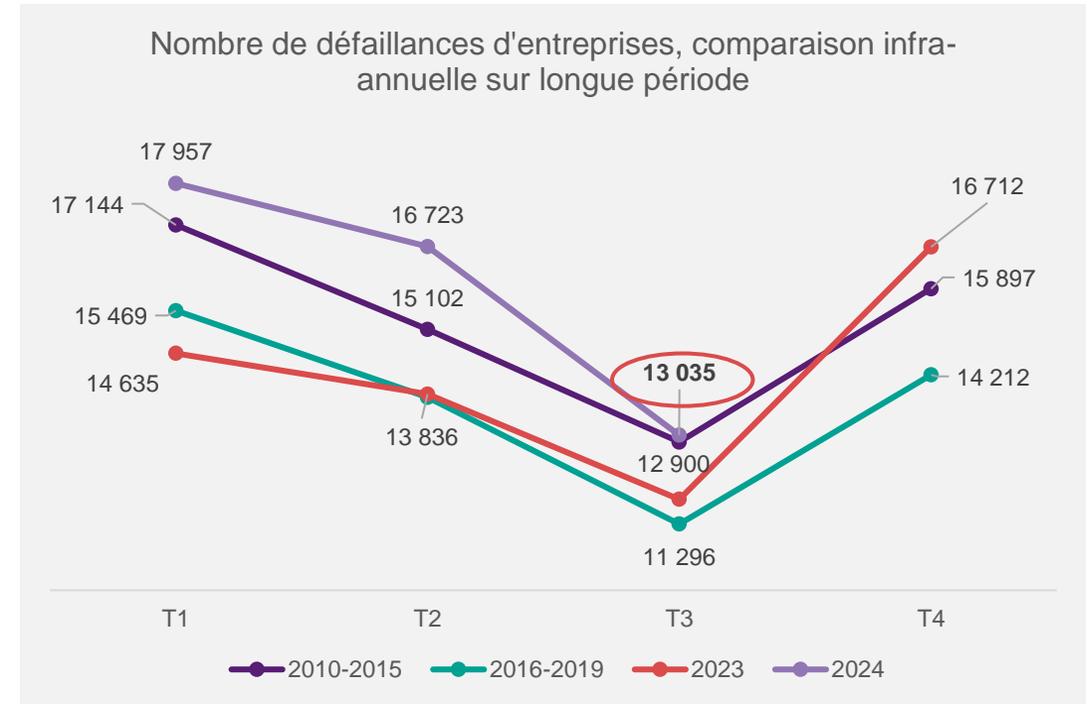
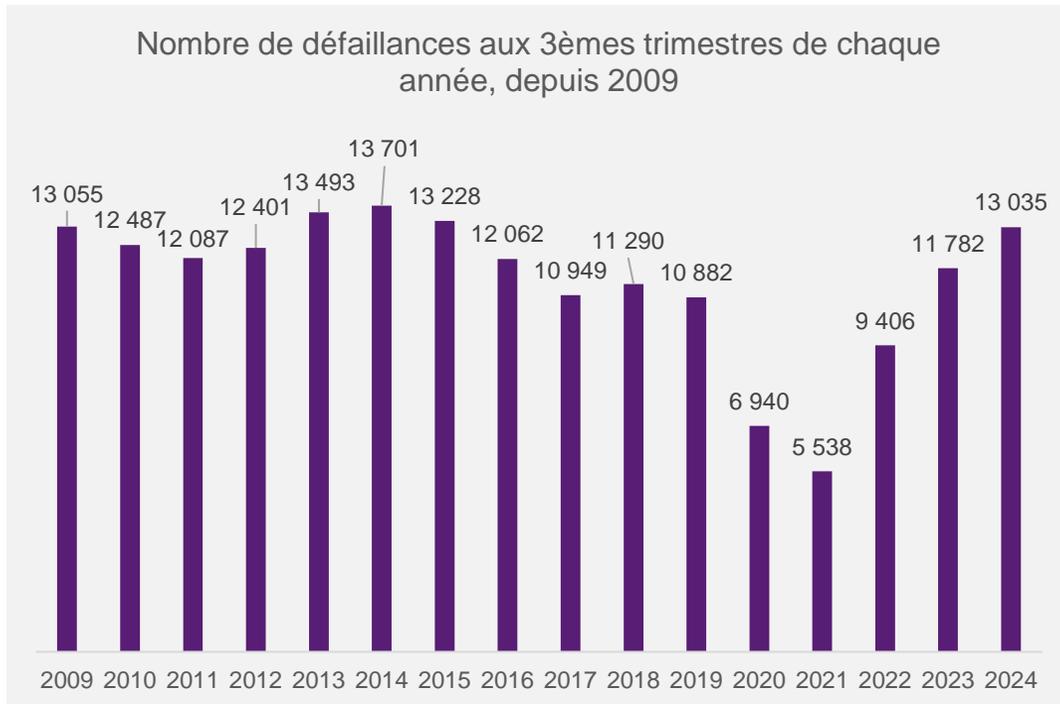


Signaux d'alerte (1/6) : une aggravation qui se poursuit

... mais sans accélération par rapport aux T1 et T2 2024

13 035 défaillances d'entreprises en France
au T3 2024 → un mauvais 3^e trimestre mais pas un record sur la décennie

- Depuis le 4^e trimestre 2023 : des défaillances (très) supérieures à la période « défavorable » 2010-2015
- Les données provisoires du 3^e trimestre 2024 confirment cette tendance sans l'accroître



Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire

Signaux d'alerte (2/6) : des différences de taille

Les défaillances de PME-ETI toujours plus fréquentes

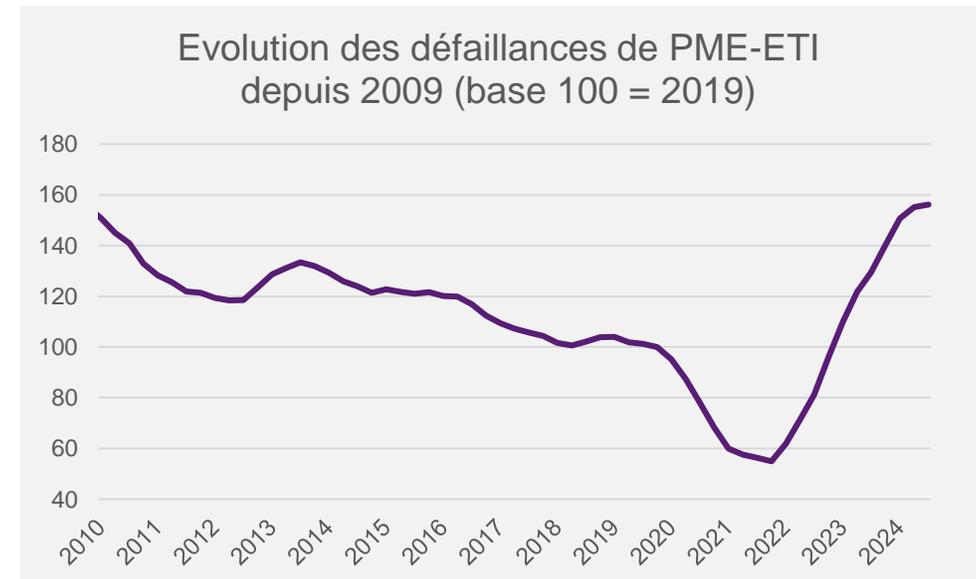
⊙ Une différence de taille dans l'évolution des défaillances depuis fin 2023 :

- **Plus petites entités** (moins de 3 salariés) : **niveau de défaillances encore limité mais en progression chaque trimestre**
- **TPE** (entre 3 et 9 salariés) : **niveau de défaillances plutôt élevé**
- **PME-ETI** : **niveau de défaillances très élevé**

→ Au 3^e trimestre, les défaillances de PME-ETI refluent, mais elles se maintiennent à un très haut niveau

Nombre de défaillances d'entreprises par taille depuis 2019

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 (cumul T4-23 à T3-24) | Evolution 2024 vs 2019 |
|----------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------------------------|------------------------------|
| Moins de 3 salariés | 37 449 | 23 194 | 20 282 | 29 212 | 38 615 | 44 592 | +19% |
| 3 à 9 salariés | 10 976 | 6 590 | 5 799 | 9 477 | 13 549 | 14 486 | +32% |
| - 3 à 5 salariés | 7 643 | 4 494 | 3 964 | 6 493 | 9 063 | 9 741 | +27% |
| - 6 à 9 salariés | 3 333 | 2 096 | 1 835 | 2 984 | 4 486 | 4 745 | +42% |
| PME-ETI | 3 399 | 2 288 | 1 878 | 3 283 | 4 801 | 5 349 | +57% |
| - 10 à 49 salariés | 3 041 | 2 006 | 1 702 | 2 987 | 4 322 | 4 785 | +57% |
| - 50 à 99 salariés | 229 | 171 | 105 | 200 | 276 | 348 | +52% |
| - Plus de 100 salariés | 129 | 111 | 71 | 96 | 203 | 216 | +67% |
| Total | 51 824 | 32 072 | 27 959 | 41 972 | 56 965 | 64 427 | +24% |



Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire

Signaux d'alerte (3/6) : un impact économique très élevé

Plus de 250 000 emplois menacés par les défaillances sur les 12 derniers mois

Hausse des défaillances
(64 427 évènements ; +24% vs 2019)



Avec une surreprésentation de PME-ETI
dans les défaillances

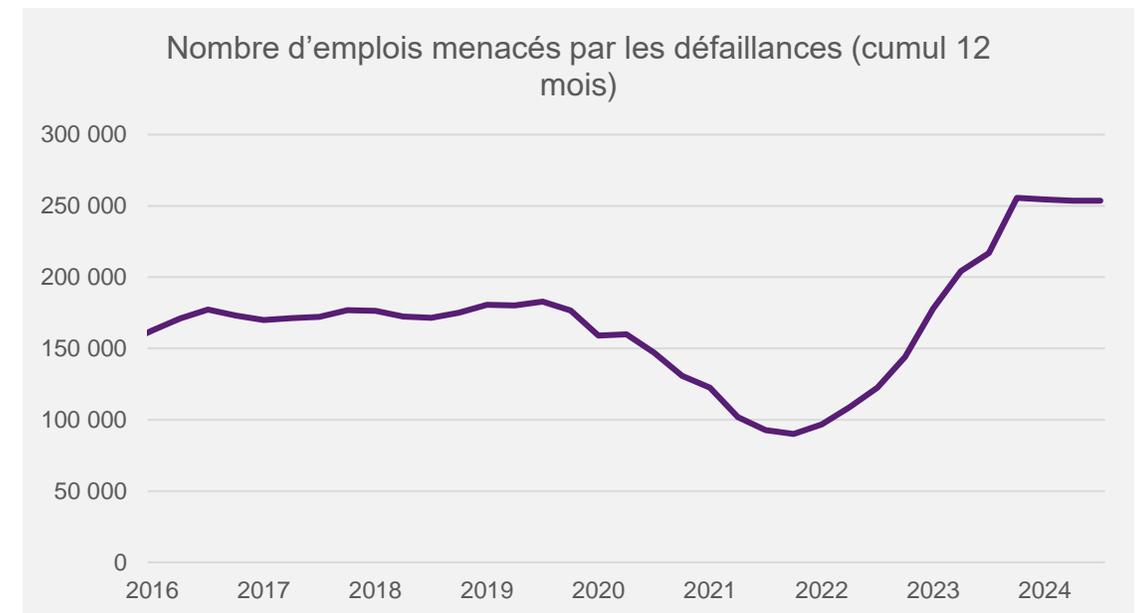


D'où un impact économique très élevé en
termes d'emplois
(253 000 emplois menacés sur les 12 derniers
mois ; +43% vs 2019) ...



... mais probablement aussi en termes de
valeur, de créances, de capital, d'interactions
interentreprises, etc

44 000 emplois menacés par les
défaillances d'entreprises en France sur le seul T3 2024



Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire

Les défaillances de PME-ETI dépassent le rattrapage de 2020-2022...

... mais un rattrapage très limité pour les plus petites structures

28% des défaillances d'entreprises évitées pendant la crise (2020, 2021 et 2022) se sont manifestées
mais **105%** pour les PME-ETI

○ **28% en moyenne**, mais des différences selon les tailles :

- **Plus petites entités** (moins de 6 salariés) : **rattrapage très partiel**
- **TPE** (entre 6 et 9 salariés) : **rattrapage quasi-total**
- **PME-ETI** : **rattrapage total, voire au-delà**, des défaillances suspendues par la covid (105%)

Taux de rattrapage des défaillances évitées en 2020, 2021 et 2022, par taille



*Rattrapage en 2023 et 2024 des défaillances évitées en 2020, 2021 et 2022, avec le niveau 2019 comme situation contrefactuelle

Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire

Signaux d'alerte (4/6) : pas d'« effet créations »

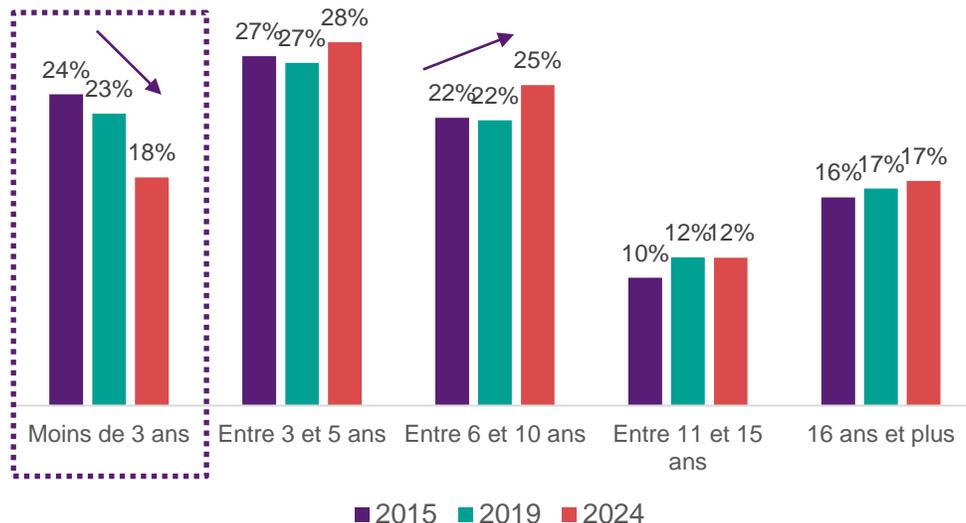
Seulement 18% des défaillances sont des néo-entreprises

Parmi les 64 427 défaillances (12 derniers mois), seules 18% d'entre elles ont été créées récemment (moins de 3 ans)

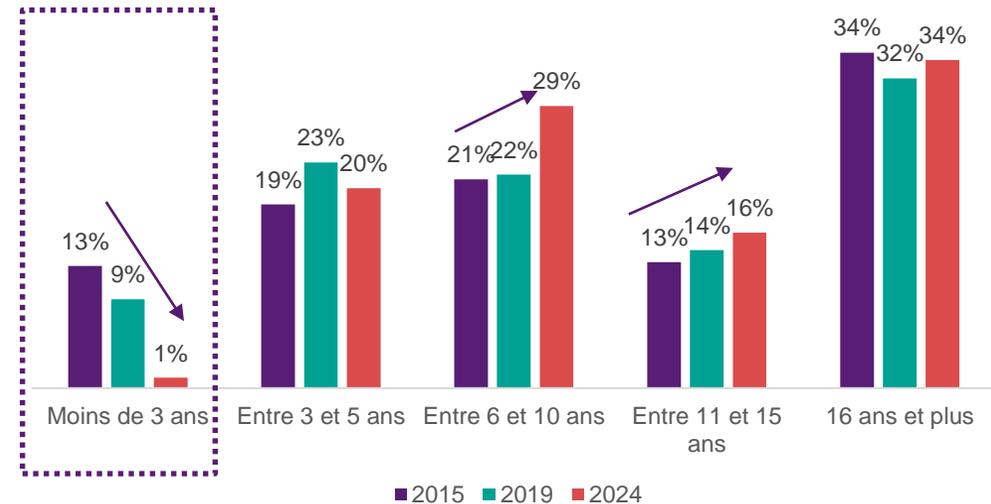
La situation est encore plus franche s'agissant des PME

L'actuelle vague des défaillances n'est pas du tout alimentée par la vague des créations d'entreprises

Part des entreprises défaillantes (toutes tailles) par ancienneté



Part des entreprises défaillantes (6 salariés et plus) par ancienneté



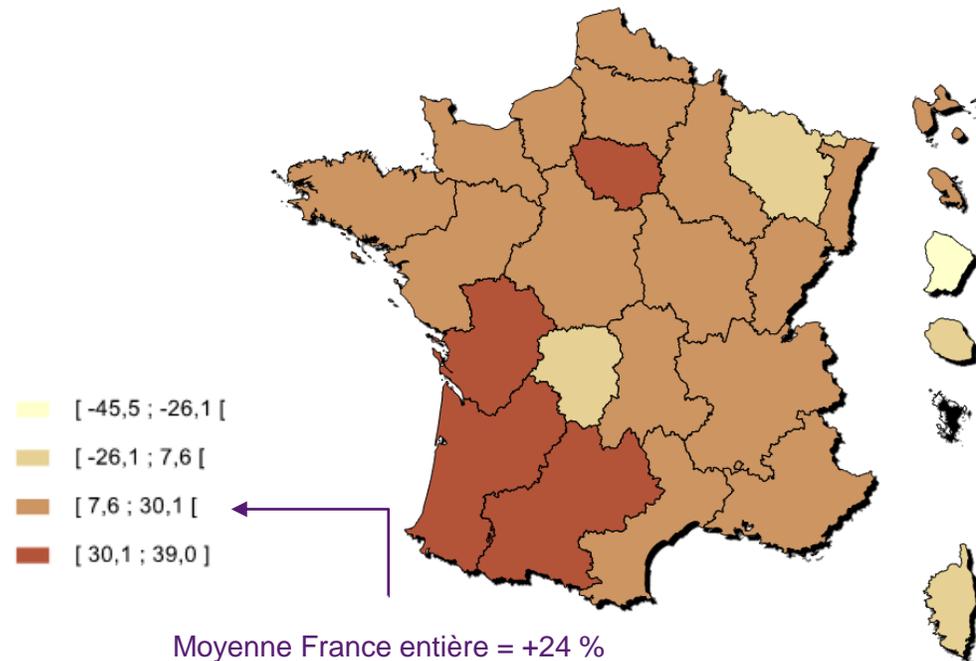
Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire

Signaux d'alerte (5/6) : exposition territoriale hétérogène

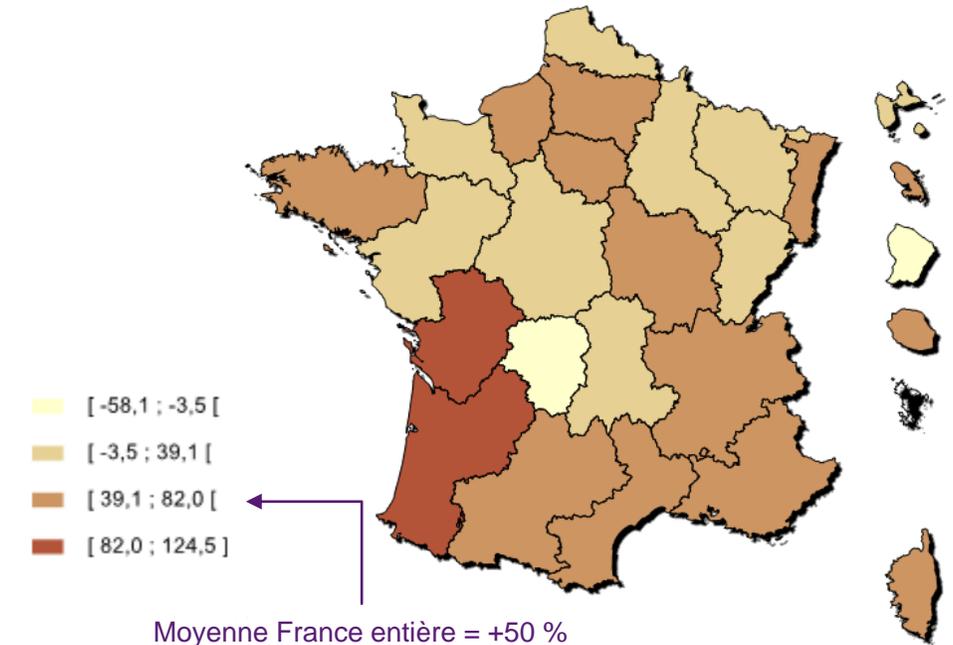
Aquitaine, Poitou-Charentes, Midi-Pyrénées, et Ile-de-France sont les territoires les plus touchés (segments TPE et PME), contrairement au Limousin, la Lorraine, la Guyane

3 facteurs potentiellement explicatifs : (i) Des cycles économiques plus ou moins amples selon les territoires ; (ii) spécialisation sectorielle ; (iii) comportement des Urssaf

Evolutions territoriales des défaillances pour toutes les tailles d'entreprises (12 derniers mois par rapport à 2019)

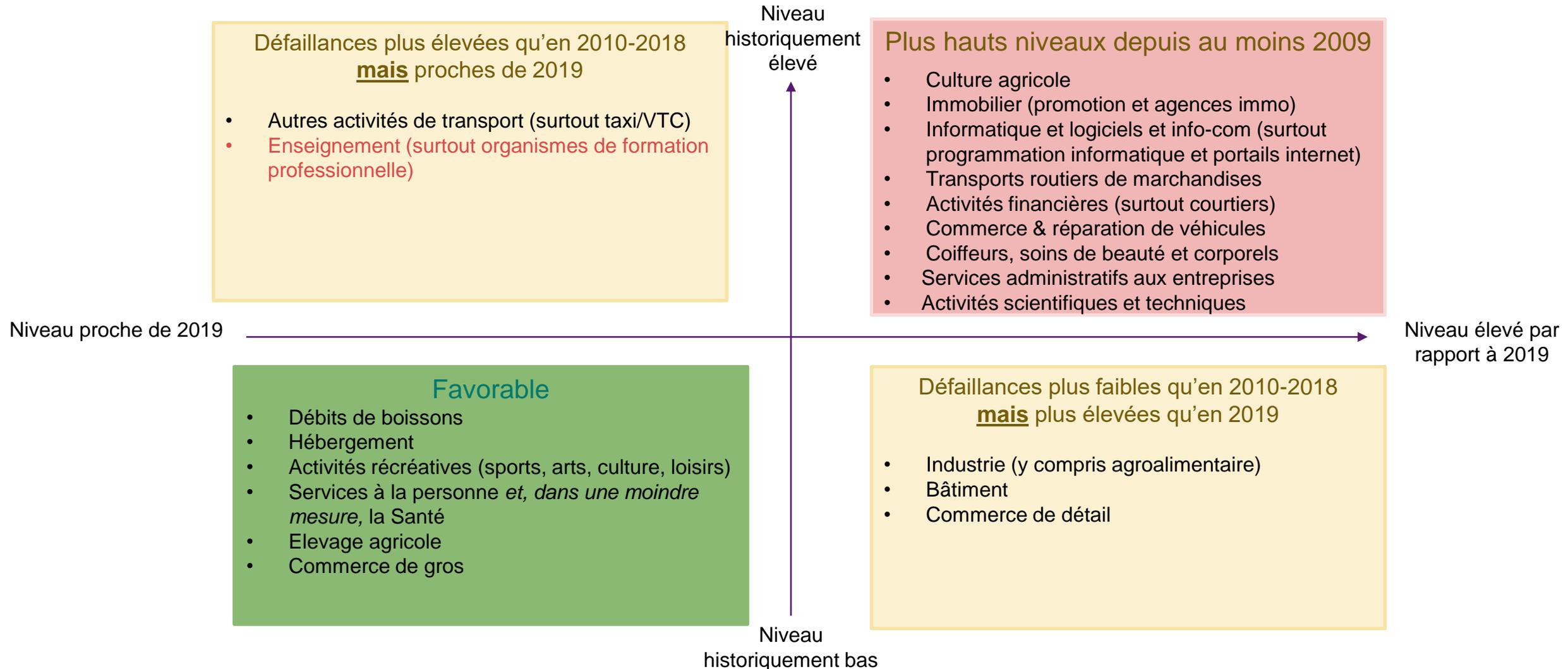


Evolutions territoriales des défaillances des PME-ETI (12 derniers mois par rapport à 2019)



Signaux d'alerte (6/6) : disparités sectorielles importantes

Les secteurs énérgo-intensifs sont plus épargnés (pour l'instant) ... contrairement à ceux exposés à la hausse des taux, au changement de comportement de consommation et fragilisés par la covid

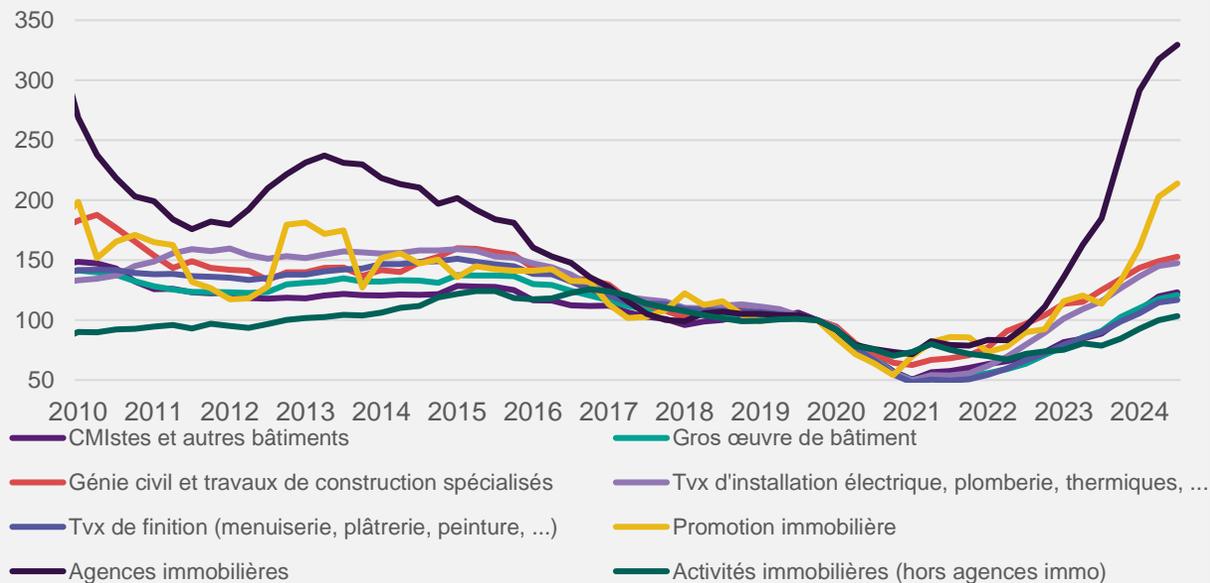


Le bâtiment et l'immobilier : désormais en « sur-défaut »

Une aggravation importante depuis 1 an et certains métiers sont particulièrement exposés

16 855 défaillances dans le bâtiment et l'immobilier sur 12 mois (+31% vs 2019)

Evolution des défaillances d'entreprises dans le bâtiment et l'immobilier, par sous-secteurs (base 100 = 2019)



Dans le détail

- **Vulnérabilité des secteurs historiquement sensibles au retournement économique** : agences immobilières et la promotion immobilière, et, dans une moindre mesure, génie civil, travaux d'installation (électricité, plomberie, isolation, ...)
- Une nette aggravation depuis un an, une surexposition des plus grandes TPE et surtout des PME
- **Le gros œuvre de bâtiment et les travaux de finition se dégradent modérément** (cycles éco. plus longs dans ces secteurs)

Nombre de défaillances dans le bâtiment et l'immobilier

| | T4 2023 | T1 2024 | T2 2024 | T3 2024 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Construction | 3 698 | 3 873 | 3 796 | 2 783 |
| CMIstes et autres bâtiments | 405 | 430 | 403 | 296 |
| Gros œuvre de bâtiment | 1 269 | 1 168 | 1 185 | 879 |
| Génie civil et travaux de construction spécialisés | 155 | 191 | 161 | 139 |
| Tvx d'installation électrique, plomberie, thermiques, ... | 741 | 837 | 786 | 605 |
| Tvx de finition (menuiserie, plâtrerie, peinture, ...) | 1 044 | 1 094 | 1 106 | 798 |
| Promotion immobilière | 84 | 153 | 155 | 66 |
| Immobilier | 709 | 818 | 707 | 471 |
| Agences immobilières | 335 | 389 | 297 | 224 |
| Activités immobilières (hors agences immo) | 374 | 429 | 410 | 247 |
| Total Construction et Activités immobilières | 4 407 | 4 691 | 4 503 | 3 254 |

Périmètre : Construction (codes NAF 41, 42 et 43) et Activités immobilières (code NAF : 68)

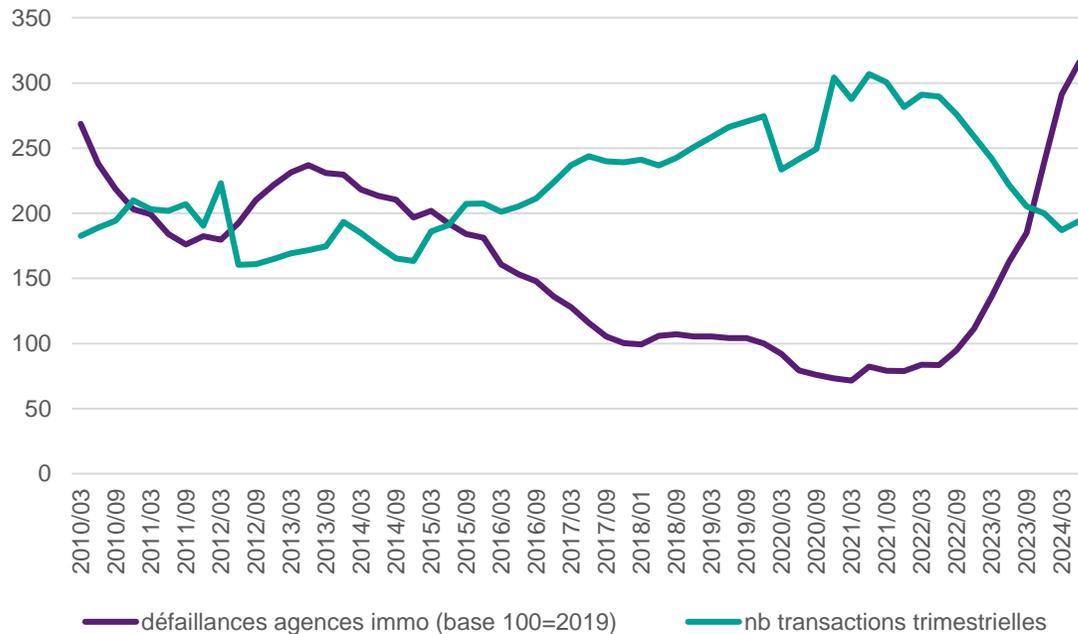
Chute de l'activité (neuf et ancien) et une érosion de la marge ...

Un impact fort sur la sinistralité des agences immobilières et de la promotion

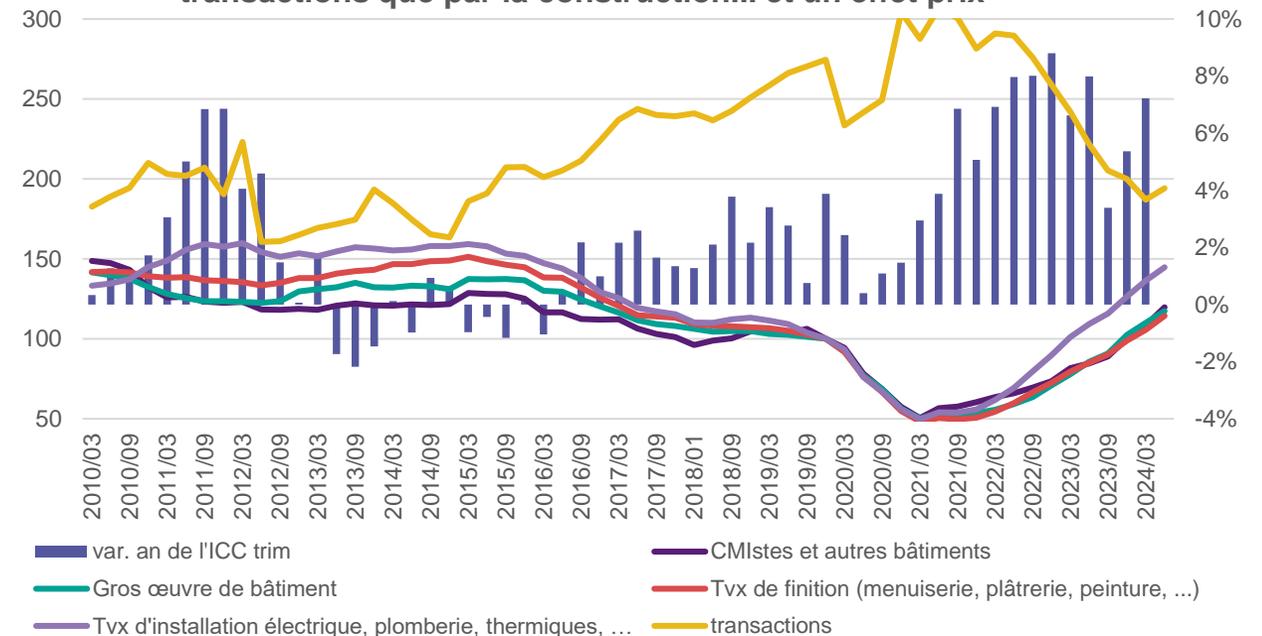
1 245 défaillances d'agences immobilières sur 12 mois (+229% vs 2019)

14 150 défaillances / an dans le bâtiment (+28% vs 2019) mais +48% sur les travaux d'installation (électrique, plomberie...) avec 2 969 défauts

Agences immobilières : une forte corrélation aux transactions dans l'ancien



Construction : un effet d'activité davantage dominé par les transactions que par la construction... et un effet prix



2 secteurs soumis à l'adaptation des ménages face à l'inflation

Focus sur le commerce et sur l'hébergement-restauration

Contexte :

- Forte inflation, notamment dans l'alimentaire
- Peu de gain de pouvoir d'achat (+3 %* en cumul depuis 2019)
- Crédit à la consommation en ralentissement
- Taux d'épargne plus élevé qu'en 2019

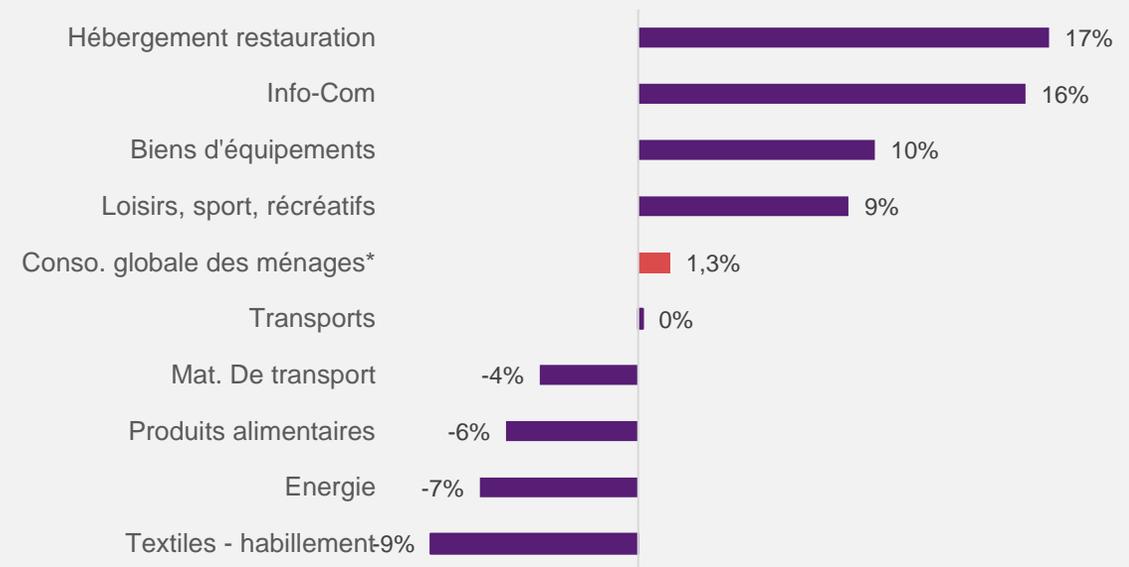
→ Changement de comportement de consommation des ménages :

- Réduction drastique des dépenses alimentaires, en habillement, et les achats de voitures
- Les dépenses dans les biens d'équipements et dans les services ont globalement été résilientes, notamment dans l'hébergement restauration

* pouvoir d'achat du RDB par unité de consommation

Evolution du panier de consommation des ménages par rapport à l'avant covid

(consommation en volume sur les 12 derniers mois vs 2019)



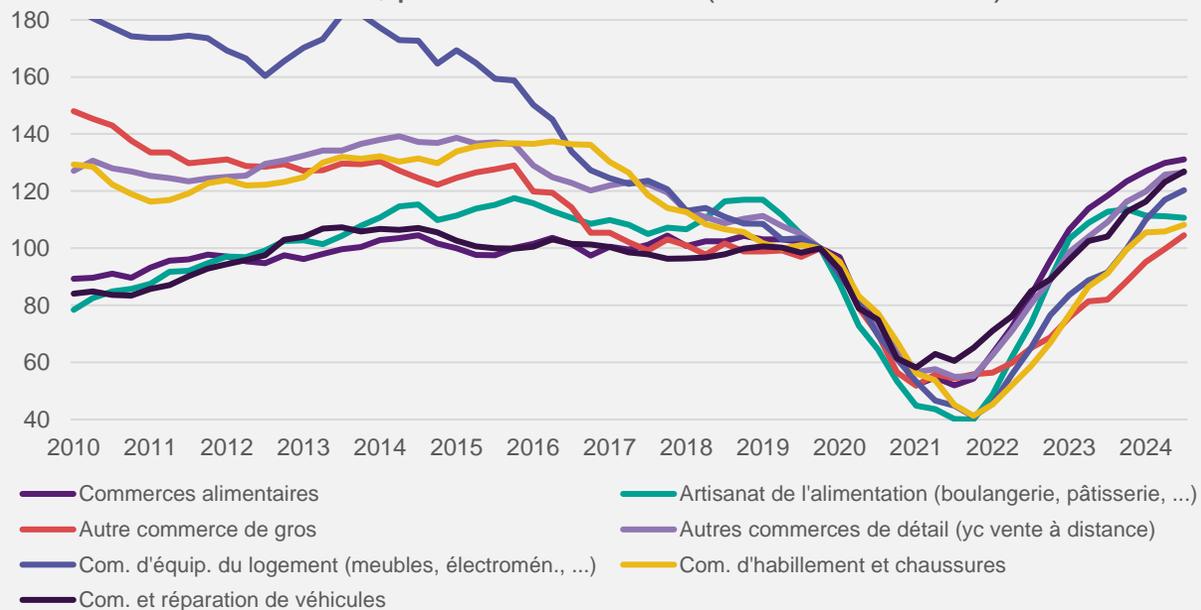
* Hors loyers et hors services non-marchands Données : Insee ; Estimations et calculs : BPCE

Le secteur du commerce : des réalités diverses ...

... avec les commerces alimentaires en proie à des difficultés majeures

14 952 défaillances dans le commerce sur les 12 derniers mois (+20% vs 2019)

Evolution des défaillances d'entreprises dans le commerce, par sous-secteurs (base 100 = 2019)



Dans le détail,

- Une exposition sectorielle très nouvelle ...
 - ... en difficultés : les commerces alimentaires, les autres commerces de détails (surtout la vente à distance) et le commerce/réparation de véhicules, et plus récemment les commerces d'équipements / amélioration du logement
 - ... plus résilients : le commerce de gros, voire les commerces d'habillement/chaussure
 - Une décrue s'amorce pour l'artisanat de l'alimentation
- ... croissantes avec la taille des entreprises (surtout +10 sal.)
- Les néo-entreprises sont particulièrement résilientes (contrairement à celles créées entre 2013 et 2020)

Nombre de défaillances dans le commerce

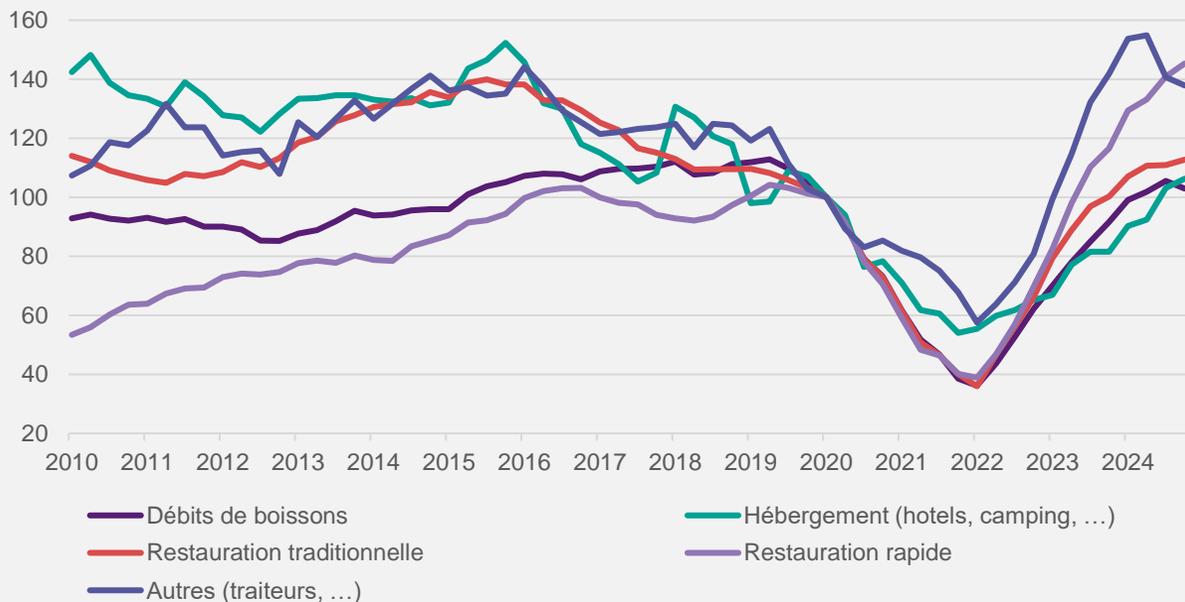
| | T4 2023 | T1 2024 | T2 2024 | T3 2024 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Commerces alimentaires | 893 | 968 | 842 | 708 |
| Artisanat de l'alimentation (boulangerie, pâtisserie, ...) | 324 | 344 | 300 | 267 |
| Autre commerce de gros | 463 | 507 | 479 | 380 |
| Autres commerces de détail (yc vente à distance) | 607 | 685 | 684 | 530 |
| Com. d'équip. du logement (meubles, électromén., TV, ...) | 439 | 507 | 443 | 374 |
| Com. d'habillement et chaussures | 396 | 465 | 396 | 307 |
| Com. et réparation de véhicules | 680 | 703 | 705 | 556 |
| Total Commerce | 3 802 | 4 179 | 3 849 | 3 122 |

L'hébergement-restauration : des réalités diverses ...

... mais un secteur globalement moins fragilisé qu'anticipé

8 528 défaillances dans le commerce sur les 12 derniers mois (+21% vs 2019)

Evolution des défaillances d'entreprises dans l'hébergement-restauration, par sous-secteurs (base 100 = 2019)



Dans le détail,

- Une exposition sectorielle très disparate ...
 - ... en difficultés : restauration rapide et autre restauration (traiteurs)
 - ... plus résilients : les hôtels, les débits de boissons et, dans une moindre mesure, la restauration traditionnelle
- ... croissantes avec la taille des entreprises → doublement par rapport à 2019 pour les +10 salariés
- Les nouvelles entreprises sont largement épargnées ... celles créées entre 2014 et 2018 sont en sur-défaut

Nombre de défaillances dans l'hébergement-restauration

| | T4 2023 | T1 2024 | T2 2024 | T3 2024 |
|---------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Débits de boissons | 314 | 326 | 311 | 233 |
| Hébergement (hotels, camping, ...) | 116 | 124 | 125 | 72 |
| Restauration traditionnelle | 951 | 1 021 | 802 | 733 |
| Restauration rapide | 835 | 821 | 844 | 656 |
| Autres (traiteurs, ...) | 77 | 71 | 44 | 52 |
| Total Hébergement-Restauration | 2 293 | 2 363 | 2 126 | 1 746 |

Nombre de défaillances sur les 4 derniers trimestres

Une progression toujours marquée !

Nombre de défaillances par secteurs d'activité (niveau agrégé)

| | T4 2023 | T1 2024 | T2 2024 | T3 2024 | T3 2024 vs T3 2019 | T3 2024 vs T3 2023 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|-----------------------|-----------------------|
| Agriculture | 362 | 366 | 358 | 214 | +0% | +6% |
| Industrie | 1 081 | 1 206 | 1 030 | 861 | +16% | +0% |
| Construction | 3 698 | 3 873 | 3 796 | 2 783 | +25% | +13% |
| Commerce | 3 478 | 3 835 | 3 549 | 2 855 | +18% | +11% |
| Transports et entreposage | 722 | 775 | 729 | 592 | +45% | +26% |
| Hébergement et restauration | 2 293 | 2 363 | 2 126 | 1 746 | +22% | +8% |
| Information et communication | 485 | 493 | 535 | 423 | +38% | +17% |
| Activités financières et d'assurance | 416 | 458 | 415 | 332 | +36% | +13% |
| Activités immobilières | 1 240 | 1 373 | 1 220 | 905 | +39% | +24% |
| Conseils et services aux entreprises | 1 456 | 1 578 | 1 480 | 1 170 | +0% | +10% |
| Enseignement, santé, action sociale et service aux ménages | 1 465 | 1 619 | 1 469 | 1 144 | +9% | +1% |
| NC | 16 | 18 | 16 | 10 | | |
| Total | 16 712 | 17 957 | 16 723 | 13 035 | +20% | +11% |

*scénario central soumis à des nombreux aléas

Persistance d'un niveau élevé de défaillances ...

... porté par le rattrapage des défaillances de TPE, après la vague des PME-ETI

65 000 défaillances prévues* en 2024 ...

(soit +14 % par rapport à 2023)



... avec un double effet : conjoncturel et rattrapage (notamment des TPE)



Plus de 250 000 emplois menacés en 2024

(proche du sommet de 2023)



Quelques perspectives en 2025 ?

Maintien des défaillances à un niveau élevé

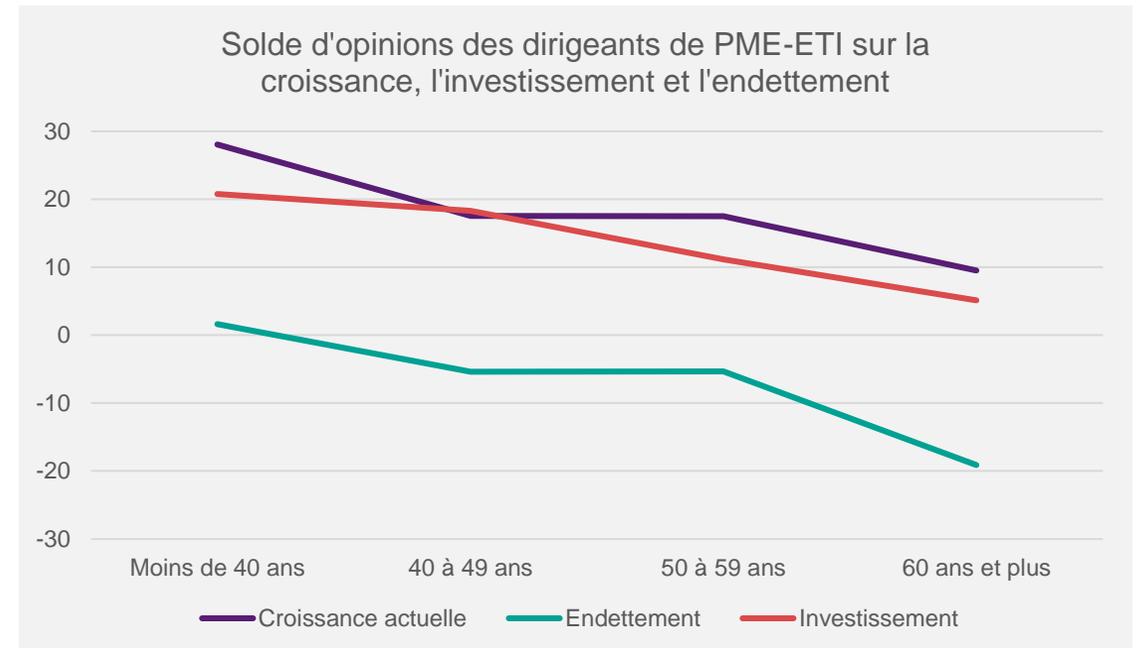
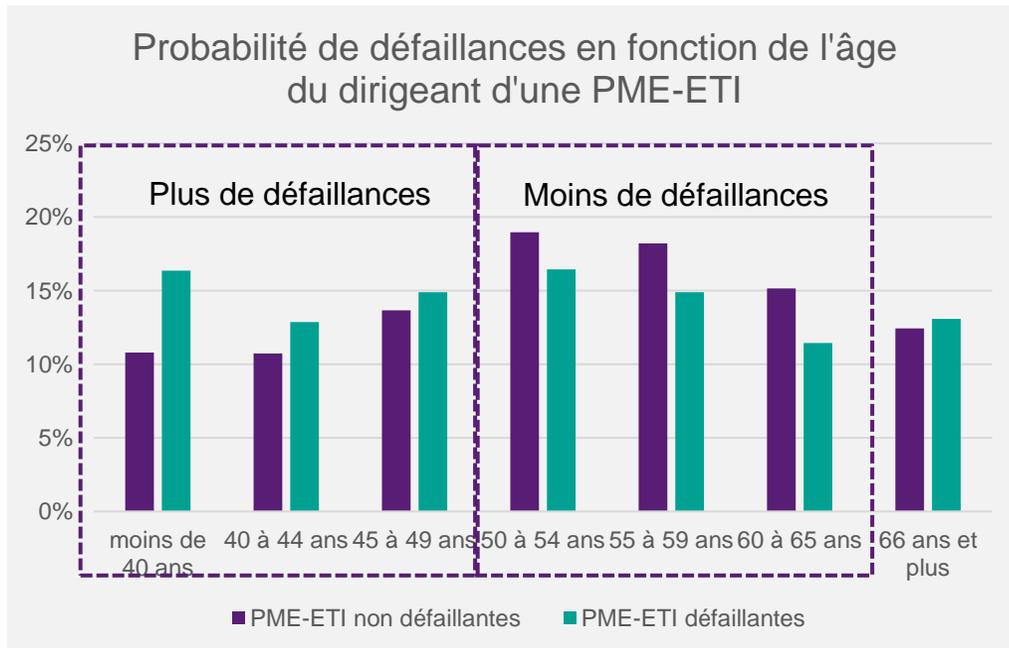
(une marée haute, plutôt qu'un tsunami)

**Rappel : Prévision de janvier 2024 : 62 000 défaillances et 250 000 emplois menacés // Prévision de juillet 2024 : 65 000 défaillances et 260 000 emplois menacés*

L'âge du dirigeant : 2 questions corrélatives pour demain...

... les stratégies de croissance et la fin d'activité

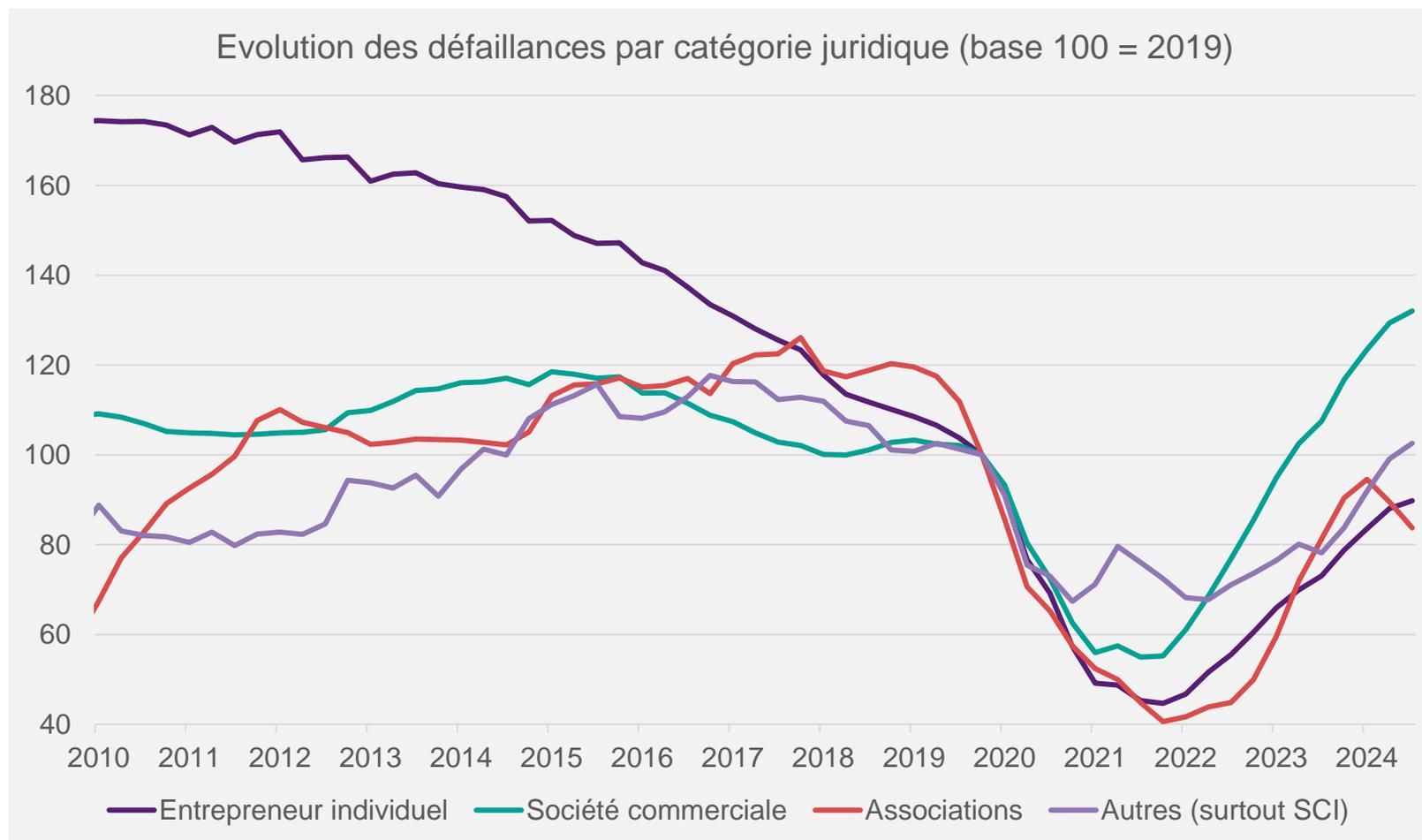
- Les entreprises dirigées par un « jeune capitaine » (< 40 ans) sont surreprésentées dans les défaillances. Les jeunes dirigeants adoptent souvent une stratégie de croissance économique (plus d'investissement et plus d'endettement)
- A l'inverse, après 50 ans, l'aversion au risque prédomine d'où un ralentissement économique des entreprises et un renforcement de leur bilan (- endettement et + de fonds propres) ce qui expliquerait un moindre défaut de ces entreprises
- Une question à traiter via le cycle de vie du dirigeant et représentative du risque associé aux stratégies de croissance ?



Annexes

Explosion des défaillances de sociétés commerciales

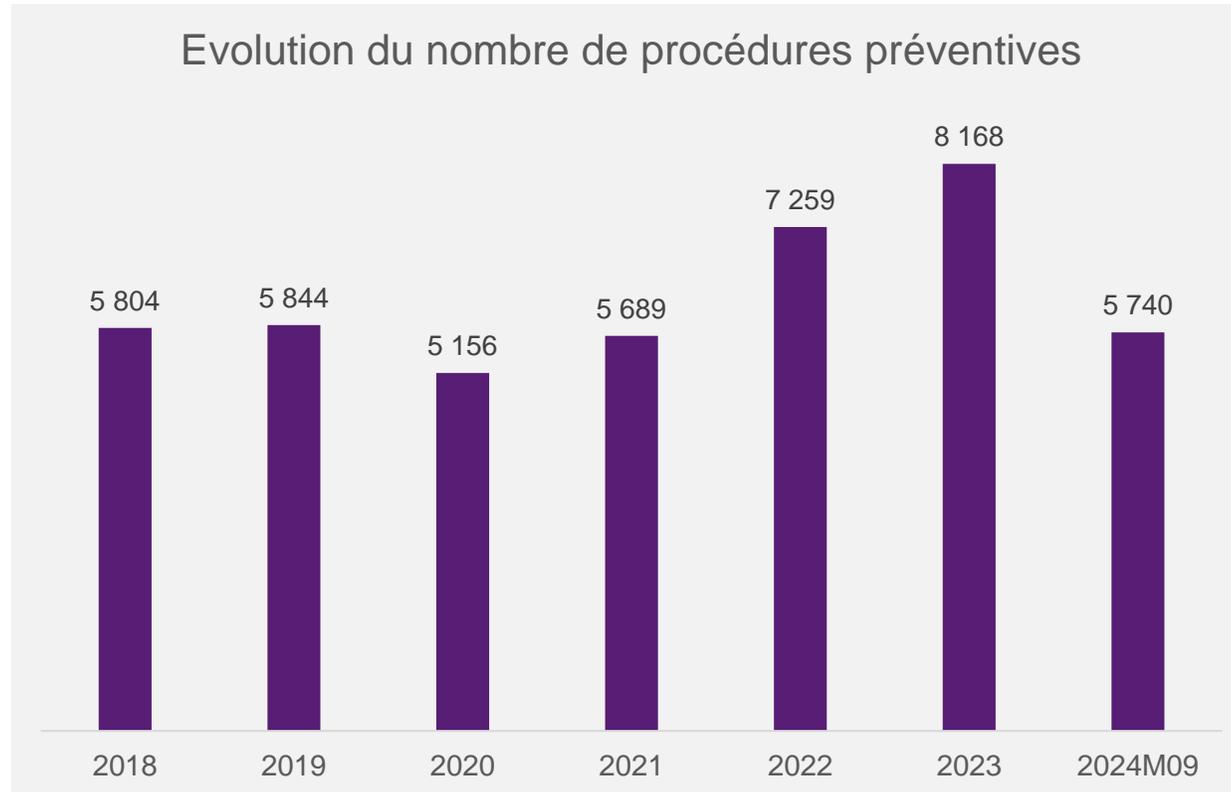
Les entrepreneurs individuels sont largement épargnés



Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire

Une forte hausse des difficultés pour les entreprises

Un recours important aux procédures préventives depuis 2020



Données : CNAJMJ



PARTENAIRE PREMIUM



groupeBPCE.com

